



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

ARRÊTÉ du **6 SEP. 2024**

portant sur la demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation
d'exploiter une carrière de granite par la société Carrières Lagadec
au lieu dit « Kérastang » sur le territoire de la commune de
Saint-Renan

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles R.181-16 à R181-34;

VU l'arrêté N°96-0833 du 27 mars 1996 autorisant l'exploitation de la carrière de Kerastang pour une durée de 30 ans ;

VU la demande de prolongation d'exploiter et l'extension de la carrière de Kerastang du 6 mars 2024 déposée par la société des Carrières LAGADEC;

VU l'avis défavorable des services de la DDTM en date du 12 juin 2024 sur la demande susmentionnée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que la demande du 6 mars 2024 susvisée consiste à renouveler l'autorisation d'exploiter la carrière de Kerastang pour 30 ans et à étendre le périmètre de la carrière de plus de 15 ha ;

CONSIDÉRANT que le projet est incompatible avec le PLU de la commune de Saint-Renan dès lors que les parcelles concernées par l'extension doivent rester à vocation agricole jusqu'en 2036 ;

CONSIDÉRANT que le projet porte atteinte à des espèces protégées et que l'exploitant n'a pas sollicité de demande de dérogation à la protection des espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que le dossier ne comporte pas les éléments suffisants pour apprécier les inconvénients du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général,

ARRÊTÉ**Article 1er :**

La demande de la SAS Carrières Lagadec est rejetée.

Article 2 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent acte peut être contesté par la SAS Carrières LAGADEC dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être contestée devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois ;

- par recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES conformément aux articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative par voie postale ou par l'application Téléré-cours citoyens accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>

Article 3 :

Le Préfet du Finistère, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bretagne sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société des Carrières LAGADEC et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Renan

Quimper, le

- 6 SEP. 2024

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général,



François DRAPÉ